



**MISSION PERMANENTE DU NIGER
AUPRES DES NATIONS UNIES**
417 EAST 50TH STREET, NEW YORK, NY 10022
Tél: (212)421-3260/61/86 Fax: (212)753-6931
Email: nigermission@ymail.com

Discours de
Son Excellence Monsieur Mohamed Bazoum,
Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération,
de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur
Devant la soixante-septième session de l'Assemblée Générale
des Nations Unies.

(New York, le 26 Septembre 2012)

Seule la version prononcée fait foi

Monsieur le Président,

Je voudrais vous féliciter pour votre élection à cette 67ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies et, à travers vous, féliciter votre pays, la Serbie, pour ce succès qui permet à notre organisation commune, de bénéficier de votre leadership, dans le cadre de cette importante charge que vous assumerez, le temps de votre mandat.

Je voudrais également féliciter le Président sortant Son Excellence Monsieur Nasser Abdelaziz Al-Nasser, dont le mandat a été bien rempli. En effet, grâce à son plaidoyer infatigable, il a incontestablement fait avancer nombre de dossiers majeurs, contribuant ainsi à la consolidation du leadership des Nations Unies dans la gouvernance mondiale.

Je voudrais enfin, féliciter Monsieur le Secrétaire Général BAN KI MOON, pour le travail inlassable qu'il est en train de mener à travers le programme qu'il a présenté pour les cinq prochaines années, et dans lequel il insiste notamment sur les domaines du développement durable, de la paix, de la sécurité et de la participation des femmes et des jeunes.

Monsieur le Président,

La triste actualité nous apprend que certains, usant de la liberté d'expression garantie dans leur pays, ont cru devoir publier des caricatures et produire un film injurieux à l'endroit de l'Islam. Ces actes sont comparables aux actes antisémites ou, de manière générale, racistes, que le refus de la différence s'obstine à ériger en règle de conduite. Nous condamnons fermement ces actions, blessantes et offensantes, pour les musulmans que nous sommes.

Cependant, aussi ignominieuses soient-elles, elles ne sauraient justifier le déchainement de violence observé, notamment contre les missions diplomatiques. En particulier, nous condamnons l'attaque meurtrière perpétrée contre la mission diplomatique américaine à Benghazi et nous renouvelons ici, les sincères condoléances du peuple et du Gouvernement nigériens au peuple et au Gouvernement Américains. Nous réaffirmons que l'Islam, religion du juste milieu, ne saurait servir de fondement à de telles réactions de haine.

Ceux qui au nom de l'Islam, se comportent comme des hordes sauvages, discréditent cette grande religion et développent en cela, un comportement identique à celui des provocateurs.

Monsieur le Président,

La triste actualité que je viens d'évoquer prouve combien est judicieux le choix du thème sous lequel sur lequel vous avez bien voulu placer votre mandat, à savoir « régler les différends et/ou situations à caractère international par des moyens pacifiques » Le règlement pacifique des différends était, on s'en souvient, le thème du débat général de la soixante sixième session.

Entre les deux sessions, les positions de mon pays sur ce thème n'ont pas changé. A l'occasion de la 66ème session, le Président ISSOUFOU disait du haut de cette tribune, je cite qu' « **on aurait pu penser que la fin de la guerre froide ouvrirait la voie à une ère de paix totale et durable dans le monde** ».

Malheureusement, faute d'avoir pu, ou peut-être même voulu attaquer le mal à la racine, l'espoir d'un monde sans conflits s'éloigne comme la ligne de l'horizon, chaque fois qu'on s'en approche. La racine du mal, c'est la mauvaise gouvernance politique et économique. Les promesses de liberté, d'égalité, de justice, d'Etat de droit, de solidarité faites aux peuples, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau des nations ne sont toujours pas tenues. Le déficit de régulation au niveau de l'économie mondiale, la domination du capital financier, l'échange inégal, l'accroissement des inégalités entre et à l'intérieur des nations, constituent autant de facteurs de désordre, de crises et de conflits qui perturbent la paix mondiale.

La montée du terrorisme et la probabilité de plus en plus forte que des forces criminelles contrôlent de vastes espaces vont accentuer la tension dans les relations internationales.

Monsieur le Président,

L'anticipation est le meilleur moyen pacifique de prévenir les conflits et différends internationaux. Dans la mesure où la compétition économique entre nations peut mener à la guerre, l'anticipation doit consister, ici, à créer les conditions d'une croissance économique mondiale profitable à tous. Pour ce faire, doivent être mis en place des mécanismes de régulation de l'économie mondiale avec, pour objectif, entre autres, la fin de l'hégémonie du capital financier et de l'échange inégal.

La fin de l'hégémonie du capital financier doit permettre d'orienter les ressources financières disponibles, non pas vers la spéculation, mais vers des investissements dans l'économie réelle.

La fin de l'échange inégal, quant à elle, permettra aux pays producteurs de matières premières, comme le Niger, d'en tirer meilleur profit, notamment par la transformation génératrice de valeur ajoutée.

En effet, si un pays comme le Niger obtenait le juste prix de ses matières premières et parvenait à asseoir un réel contrôle sur leur exploitation, alors la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, d'ici 2015, serait à sa portée. C'est là une des ambitions du Programme pour la Renaissance du Niger, porté par le Président ISSOUFOU.

Sur la base de ce programme, le Gouvernement vient d'élaborer le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012 2015 pour le financement duquel le Niger organise à Paris, les 13 et 14 novembre prochains, une réunion des bailleurs de fonds.

L'Initiative « 3N » les « Nigériens Nourrissent les Nigériens » est une partie intégrante et importante de ce Plan. Je saisis l'occasion que m'offre cette auguste tribune pour inviter tous les partenaires du Niger, bilatéraux comme multilatéraux, publics comme privés, à y participer activement.

*Permettez-moi, **Monsieur le Président**, de saisir également la présente occasion, pour remercier tous ceux qui ont répondu positivement à l'appel que le Président de la République a lancé, ici même, le 23 septembre 2011, lors de son intervention à la 66ème session de l'Assemblée Général, pour venir en aide au peuple nigérien, suite aux résultats médiocres de la campagne agricole. La mobilisation du peuple et du Gouvernement, ainsi que celle de tous nos partenaires, nous ont permis d'éviter que la sécheresse ne se transforme en famine, tout en créant les conditions de préparation d'une campagne 2012-2013, dont les résultats s'annoncent très prometteurs, en dépit des inondations que le pays a connues récemment.*

Monsieur le Président,

L'histoire, dit-on, a souvent plus d'imagination que les hommes, car il arrive que les événements échappent au contrôle des acteurs qui les ont provoqués. Je fonde l'espoir que cet aphorisme ne s'appliquera pas au « printemps arabe » qui a créé un chaos duquel je souhaite qu'il sorte du bien.

*Permettez-moi de rappeler, **Monsieur le Président**, que lors du Sommet du G8 à Deauville, le 26 mai 2011, le Président ISSOUFOU attirait l'attention des Chefs d'Etat et de Gouvernement, sur la nécessité de ne pas perdre de vue les conséquences prévisibles du conflit libyen sur la zone sahélo-saharienne.*

Ses inquiétudes se sont malheureusement confirmées dès le 17 janvier 2012, avec le déclenchement de la rébellion au Mali, par des éléments venus de Libye, suivi du coup d'Etat du 22 mars 2012, qui a porté un coup dur à la démocratie, en même temps qu'il a favorisé l'occupation des deux tiers du territoire malien, non seulement par les forces centrifuges, certaines venues de Libye, mais aussi par des terroristes et des organisations criminelles, spécialisées dans des trafics multiformes, notamment de drogue.

Nous considérons que la situation actuelle au Mali constitue une grave menace pour la sécurité et la stabilité de sécurité des pays membres de la CEDEAO ainsi que les pays dits du champ.

En effet, les djihadistes qui ont mis le Nord-Mali sous coupe réglée, détruisant le patrimoine historique de Tombouctou, tranchant des mains, imposant la Burka aux femmes, ont pour ambition la conquête de toute l'Afrique de l'ouest et du Maghreb. Une fois cet objectif atteint, s'en contenteront-ils ? Evidemment non ! Ils s'attaqueront immédiatement à l'Europe et au monde entier. La menace est donc mondiale. La riposte doit tout aussi être mondiale.

Elle doit être immédiate et ne souffre d'aucune tergiversation, car c'est bien connu, on reporte toujours un combat à son propre désavantage. Par conséquent, la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, se doit de prendre en charge, sans tarder, la crise malienne en vue de restaurer un Mali uni, démocratique et laïc. Un concept opérationnel d'intervention militaire doit pouvoir être mis au point et pris en charge dans le cadre d'une coalition impliquant des éléments des pays membres de la CEDEAO, ainsi que des pays du champ et d'autres pays africains qui le souhaitent.

Cette opération doit recevoir le soutien ferme et déterminé des grandes puissances amies du Mali et de l'Afrique.

Elle doit se faire à travers une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, engagée à travers la démarche actuelle de la CEDEAO, mais mieux coordonnée avec l'Union Africaine et mieux assumée par celle-ci, par le truchement de son Conseil de Paix et de Sécurité.

Je vous remercie